



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

associations de jeunesse et d'éducation

Question écrite n° 76175

Texte de la question

M. Christian Bataille * attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur les inquiétudes du secteur associatif quant à la baisse des crédits alloués aux réseaux de jeunesse et d'éducation populaire. Chaque année, le fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) finance partiellement la rémunération des personnels permanents remplissant des fonctions d'animation et de gestion, qui sont employés par les mouvements de jeunesse, les associations d'éducation populaire ou les organismes privés à but non lucratif agréés dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire. Après plusieurs mois d'incertitudes, on annonce pour cette année une baisse de 10 à 15 millions d'euros des crédits alloués aux associations de jeunesse pour un exercice comparable à ceux des années précédentes (soit une baisse de 63,72 % par rapport au budget 2004). Alors que le budget du ministère était déjà le plus modeste de la loi de finances 2005, ce nouveau gel des crédits démontre le manque d'intérêt du gouvernement pour les questions liées au développement de la vie associative, au bénévolat et à leur fonction éducative et sociale. Par ailleurs, la suppression, à la suite de la loi de finances 2004, du compte d'affectation spécifique dénommé « fonds national pour le développement de la vie associative » (FNDVA) prive ces associations de crédits extrabudgétaires qui répondaient aux besoins de l'ensemble du milieu associatif. Ces décisions ne peuvent avoir que des conséquences négatives en termes d'emploi et de formation de bénévoles. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour garantir au secteur associatif les moyens de poursuivre son action essentielle en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire, ainsi que pour identifier clairement ces crédits afin d'assurer leur pérennité.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a bien voulu faire part au ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative de l'inquiétude de responsables associatifs de son département, quant au montant des crédits alloués pour l'année 2005 aux réseaux nationaux de jeunesse et d'éducation populaire, et en particulier à la ligue de l'enseignement. Dans de précédentes réponses, le ministre avait apporté aux associations des éléments susceptibles d'apaiser leurs craintes. Il souhaite aujourd'hui compléter son propos par les informations suivantes : un montant de 7,5 milliards d'euros de crédits précédemment mis en réserve a été rendu disponible. Les associations se sont vues notifier par les services du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (MJSVA), durant l'été, le montant de leur subvention 2005. Ces financements ont été accordés en privilégiant les actions qui s'inscrivent dans le cœur des politiques ministérielles en direction de la jeunesse et pour le soutien à l'éducation populaire. À ce propos, il convient de préciser que, sur la période 2004-2005, le MJSVA a versé près de 17 millions d'euros à plus de 200 associations de jeunesse et d'éducation populaire, et financé plus de 3 300 postes FONJEP pour un montant de 48 millions d'euros, soit un total de 65 millions d'euros sur deux ans. Les 70 associations membres du CNAJEP, qui représentent 15 % de l'ensemble des associations, agréées de jeunesse et d'éducation populaire ont pour leur part reçu 75 % de ces subventions budgétaires et 64 % de ces postes FONJEP. Les aides à la formation des bénévoles, aux études et à l'expérimentation, allouées dans le cadre du conseil de développement de la vie associative (CDVA) ont représenté sur la même

période (2004-2005) 10 millions d'euros. Le soutien du ministère aux politiques éducatives territoriales s'est traduit, cette année encore, dans le cadre des contrats éducatifs locaux, par une aide publique de l'État de l'ordre de 30 millions d'euros, aide qui est allée directement, en grande partie, aux associations d'éducation populaire. Enfin, le 8 novembre dernier, le Premier ministre a annoncé, lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation créée par les violences urbaines, un renforcement des crédits destinés aux associations à hauteur de 100 millions d'euros. Une part significative de ce montant viendra abonder les moyens attribués aux associations de jeunesse et d'éducation populaire actives dans les quartiers sensibles, notamment pour renforcer l'offre d'activités, développer la formation des bénévoles et favoriser la professionnalisation des animateurs. En ce qui concerne la subvention à la Ligue de l'enseignement, il convient de rappeler que cette aide représente moins de 1 % du budget de la Ligue, qui s'élève à près de 80 millions d'euros, dont 15 millions d'aides de l'État. La Ligue bénéficie actuellement de 339 postes FONJEP pour un montant de 2,5 millions d'euros. Par ailleurs, concernant l'aide à la formation des bénévoles décidée par le CDVA, la Ligue s'est vue dotée cette année de 191 000 euros, soit 7 % de l'enveloppe globale attribuée à l'ensemble des associations.

Données clés

Auteur : [M. Christian Bataille](#)

Circonscription : Nord (22^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 76175

Rubrique : Jeunes

Ministère interrogé : jeunesse et sports

Ministère attributaire : jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 octobre 2005, page 9662

Réponse publiée le : 13 décembre 2005, page 11606